

## **Contribution à une sémantique médiatique numérique (nouvelles pratiques médiatiques numériques et savoirs de sens commun)**

Contribution to digital media semantics  
(new digital media practices and common sense knowledge)

Fred Hailon<sup>1</sup>

**Abstract:** This article questions the multimediation of factual discourses in print and on-line media. It questions the stakes in the socio-technical transformations of the media discourse. The printed outlets and the new media, be they participative or not, form popular wisdom. Together they ensure its permanent updating and shape a new social reality. The media and political popular wisdom is woven by social imagination and by culturally placed and shared knowledge. The regularizing of identity within the framework of political discourse can stem from ideologically formed hearsay. It is in the indexicality of interactions between on-line/paper press and in the ambiguity of technologically expanded ideological positioning that ambivalent referenciations circulate. The corpus is made up of articles taken from *AFP*, *Le Monde*, *Figaro*, *Agoravox*, *Atlantico* and *Rue 89*. It is built on the theme of insecurity and immigration. It is examined within the framework of the election campaigns of 2007 and 2012.

**Key words:** techno-discourses, circulation of sense, media semantics, cognitive scenario, ideological ambivalence.

M. Mc Luhan, dans *Pour comprendre les médias* (1968), considère que la société et l'individu sont modelés par les médias. Selon lui, ceux-ci définissent l'environnement de l'homme et de la société et ainsi en viennent à bouleverser tous les aspects. Les facteurs sociaux, économiques, culturels ou politiques n'ont qu'une importance secondaire face à la surdétermination technologique dont les médias tirent parti. Dans une interrogation sur les nouvelles dynamiques de l'anthropologie humaine, l'approche réseau de B. Latour (1997) pense l'interaction entre agents humains et non-humains pour en

---

<sup>1</sup> Université de Poitiers/OPME – MSHS Montpellier ; fredaile@wanadoo.fr.

définir les processus d'adaptation mutuelle. La théorie de l'acteur-réseau s'intéresse aux objets techniques en ce qu'ils sont le résultat d'une hybridation négociée. Les inter-agissements sujets-objets sont la source de processus d'innovation, d'une réalité socio-technique et technico-humaine augmentée. Des critiques portées au réalisme des objets – décrits comme ayant certaines propriétés spécifiques d'existence – ont conduit à revers une approche phénoménale basée sur la perception. La théorie des affordances a permis ainsi d'envisager l'objet selon l'étendue des possibilités qu'il offre. Cette théorie, à hauteur d'individu, pose l'environnement comme pratique et comme subjectivement signifiant :

Les affordances sont perçues par l'utilisateur en tant que « propriétés physiques de substance et de surfaces [de l'objet] » sans pour autant être des qualités intrinsèques du dispositif mais plutôt des propriétés émergentes de la perception du dispositif par l'utilisateur. (Bardini 2007: 13-14)

Globalement, pour ce qui nous intéresse dans cet article, il semble que de tout temps le choix et l'utilisation des technologies aient eu un impact sur le métier de journaliste. Chaque technologie et chaque époque, dans des apports circonstanciés, ont eu un impact sur les pratiques médiatiques (Joulain & Labasse 1998 : 14, Pavlik 2000). Les perceptions, mais aussi les méthodes de travail, de rédaction, de diffusion et de traitement de l'information s'en sont trouvées changées. Pour autant, la perception individuelle et le rapport à l'utilisation de l'objet ne doivent pas nous faire oublier les dimensions sociopolitiques des nouvelles technologies. Il nous semble que le politique a aussi à être questionné dans sa relation aux changements et mutations en cours<sup>2</sup>.

Selon nous, il reste de connaître la réalisation, dans les discours de presse, du développement des appareillages de projection mémorielle et communicationnelle que sont les nouveaux médias. Aussi, nous ne nous pencherons pas sur les implications interactionnelles et perceptives des relations sujet (journaliste)-objet (réseau). Nous choisissons de nous intéresser, dans une perspective analytique, au

<sup>2</sup> Il s'agit véritablement d'une mutation paradigmatique du journalisme. Cette mutation se fait dans un basculement du « one-to-many » au « one-to-one ». Le journalisme traditionnel tel que celui des mass médias : du journaliste vers ses lecteurs, change au profit des relations interpersonnelles. Internet crée et exige plus d'interactions et de réactions individualisées (l'exemple des réponses des journalistes aux commentaires des internautes). Le journalisme ne se fait plus « ex cathedra », dans une dimension verticale de la communication des supports papier comme porteur économique et d'influence, mais plutôt dans une vision horizontale où le journaliste devient une voix d'internaute parmi d'autres. Cette mutation a aussi des enjeux au niveau du positionnement des journalistes en tant qu'ils ont à charge de valider en permanence leur compétence (de journaliste).

numérique pour en connaître les effets et les conséquences du point de vue des pratiques discursives et publiques de sens (politique). Aussi, s'agit-il de savoir en quoi le numérique inscrit fondamentalement un changement des manières de faire information et communication, de faire politique ? En quoi les discours numérisés des journalistes sont le centre de la connaissance publique et de la reconnaissance sociopolitique ? L'information et la communication, dans leur perception de sens commun, peuvent-elles s'en trouver changées ? Ainsi, nous souhaitons nous pencher sur les spécificités d'un dispositif qui est à même de bouleverser les modèles discursifs et perceptifs de sens politique commun. Notre propos se fera en trois temps, de la théorie à l'analyse pratique, à travers les problématiques du sens commun et de la circulation du sens, de l'imaginaire journaliste et du sens pratique numérique pour finir par une analyse signifiante de nouvelles données de réalisation sémantique des campagnes 2007 et 2012 (l'exemple de « tolérance zéro »). De manière transversale, notre corpus<sup>3</sup> est constitué de discours médiatiques et de discours de personnels politiques. Nous y avons couplé dans un continuum discursif support papier et support numérique cherchant à comprendre en quoi ceux-ci se différencient ou pas dans leur sémantisme sociopolitique.

### **1. Les aspects anthropologiques et praxéologiques de la circulation du sens**

Selon G. E. Sarfati (2008, 2011), le langage est le lieu d'inscription et de reproduction du sens commun, c'est-à-dire un ensemble de conceptions qui se sont fixées dans les idiomes par le biais des pratiques et somme toute de l'usage linguistique qui les a reprises

<sup>3</sup> Le corpus est hétérogène. Il s'agit d'une hétérogénéité générique. Notre corpus se compose de 50 articles de presse et 40 discours politiques. Il est balisé par les campagnes électorales de 2007 et 2012. Il est construit sur l'hypothèse d'un continuum idéologique de 2007 à 2012 (plus globalement 2002-2012) autour des thématiques de l'insécurité et de l'immigration, entre supports numériques (Internet) et supports papier, participatifs et non participatifs (hétérogénéité sémio-technique et socio-idéologique). Il s'inscrit dans un projet global : la construction-reproduction du sens politique par et à travers différents moments et événements majeurs de la vie sociale française. Le corpus de 2007 se compose du *Figaro*, du *Monde* et de dépêches *AFP* comme presse quotidienne nationale (PQN) et du *Parisien* comme presse quotidienne régionale (PQR). Le corpus de 2012 comprend *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération* et des dépêches *AFP* comme PQN, *Agoravox* et *Rue 89* comme supports numériques participatifs et *Atlantico* comme support non participatif. *Agoravox* est un site participatif qui voit le jour en 2005, à l'origine un « média citoyen d'utilité publique ». *Rue 89* est un site participatif créée en mai 2007. Considéré plutôt de gauche, il promeut « la diversité d'opinions par un usage ouvert des réseaux électroniques ». 2012 a été sa première campagne électorale. *Atlantico* a été créée en 2011, plutôt de droite, se donne pour but d'être un « facilitateur d'accès à l'information ». 2012 a été aussi sa première campagne. Les discours du personnel politique sont ceux de J.-M. Le Pen, N. Sarkozy et S. Royal pour 2007 et ceux de M. Le Pen, N. Sarkozy et F. Hollande pour 2012.

et naturalisées. Une distinction est à établir entre sens commun et idéologie en tant que le sens commun articule discursivement l'idéologie et pour autant que l'idéologie demeure l'idée politique en tant qu'elle domine (*l'hégémonie*). Sur ce point, il s'agit de questionner le rôle de la culture et des institutions comme superstructures. De leur dynamique dérive la reproduction ou la révolution des idées d'une société. Le sens commun constitue la dimension discursive de l'idéologie, c'est-à-dire un état des mentalités, un état de l'opinion (cf. « la philosophie de la praxis » de Gramsci). Aussi, la théorie de « l'institution de sens » de G. E. Sarfati convoque la pragmatique et la sémantique de l'énonciation. Elle croise la théorie des topoï d'O. Ducrot (la pragmatique topique) et articule différents niveaux d'organisation du sens commun entre doxa et idéologie. Il s'agit de penser la mise en commun du sens, sa production et sa réalisation. Pour s'approprier le consensus, le discours institutionnel – discours des acteurs publics –, dans sa recherche de constitution du sens, doit être à la recherche de l'effet d'évidence (Guibert 2007 : 127). La répétition s'en trouve constitutive de cet effet.

Sur le plan cognitif, le concept de *circulation* peut permettre de comprendre comment et en quoi des mêmes idées peuvent exister dans des esprits différents. Il y a une rationalisation des idées (idéologiques) dans les échanges. Les idées se rationalisent et acquièrent une vérité idéologique en se partageant. L'interchangeabilité des points de vue se fait d'ego à alter ego : « L'esprit est une fonction des interactions sociales » (Dewey, dans Ambroise et Chauviré 2013 : 24). Selon M. A. Paveau (2009 :7), les prédiscours ou cadres prédiscursifs collectifs sont des opérateurs dans la négociation du partage, de la transmission et de la circulation du sens. Ils consistent en un ensemble de savoirs, croyances et pratiques qui ont un rôle instructionnel pour la production et l'interprétation du sens en discours.

De notre côté, nous avons problématisé la *circulation idéologique* et sa réalisation socio-discursive à partir des marques et des indices de points de vue (autre) et de significations autres dans le discours (Hailon 2014). Le discours peut être le cadre de la répétition de représentations et de points de vue mondains pouvant être eux-mêmes empruntés. La *circulation idéologique* prend en compte les valeurs hétérogènes des discours. Elle permet d'observer les visions du monde argumentées en discours et les idéologies en présence ainsi que de travailler sur les traces (idéologiques) que produisent les discours. Des indices de non-coïncidence idéologique existent dans les discours lorsqu'une représentation autre fait travailler l'énonciation représentante, l'énonciation représentante « signifiée » et « signifiante » pouvant prendre sens dans sa relation à un discours générateur, identifiant<sup>4</sup>. Dans le cas de notre corpus, l'identification peut s'établir

<sup>4</sup> Pour des éléments complémentaires de modélisation voir Hailon 2014 : 94-99.

de manière ambivalente avec le discours extrémiste de l'extrême droite française (*infra*). Les discours s'interprètent et se co-réalisent ainsi dans leur répétition validation.

A l'image de F. Flahaut (2005)<sup>5</sup>, nous concevons donc que le mot est une *unité circulante* qui construit et « charrie » du sens à travers la diversité de ses emplois. Le mot est une unité structurante, dynamique, praxéologique et anthropologique par laquelle le sujet se définit et se réalise en tant que sujet parlant, pensant et agissant. Les mots façonnent l'identité des discours et des sujets de discours en mémorisant leur signification actualisée et réactualisable. La circulation est une pratique de médiation par laquelle se constitue en interaction et en confrontation, par ajustement et réajustement, le sens. Le langage et ses manifestations n'existent que dans sa circulation et sa transmission collective. Parallèlement, nous posons que la vie publique est rythmée par les discours, par une parole civique en action. Elle l'est du fait d'une politisation de l'espace public en tant que réceptacle et potentialité. Le discours public, qu'il soit médiatique ou politique, est un espace sémantique, d'échanges et de confrontations de sens : « le politique fait des mots les moyens, les enjeux et les lieux mêmes des conflits de pouvoir » (Dubois, dans Tournier 1982 : 79). Les mots et leurs sens sont l'enjeu du politique et des sujets qui les pratiquent.

## **2. L'imaginaire politique journalistique, les pratiques de sens numérique**

M. Deuze (2005) a défini l'idéologie occupationnelle des journalistes en différents points d'un système de valeurs partagées selon que celui-ci leur assure légitimité et position sociale. La recherche d'objectivité et d'autonomie, l'immédiateté, le service public et l'éthique sont les lignes directrices d'un capital symbolique en partage. La fidélité aux propos rapportés, la rapidité des informations transmises, la complexité mais aussi le fait de donner la parole aux gens ordinaires, d'exercer une surveillance sur les gouvernements et les institutions, d'offrir de nouvelles expériences critiques (critique de l'injustice sociale...) font partie de ces éléments qui permettent de définir les fondamentaux et frontières journalistiques. Il s'agit entre autres pour nous de savoir en quoi ce rapport mythologique des journalistes à leurs pratiques désirées est validé ou invalidé par leurs pratiques numériques de discours. La question de la redéfinition du journalisme dans ses dimensions numériques se pose quand celui-ci se présente dans sa définition classique comme le compte-rendu critique des événements quotidiens. Ce compte-rendu s'effectue avec la cueillette, la sélection, la vérification et la diffusion des informations

<sup>5</sup> Voir aussi Krieg-Planque (2009) avec la notion de formule.

jugées utiles au public dans sa participation politique et culturelle à une société démocratique (Bardoel et Deuze 2001 : 101).

Selon B. Latour (1991, 1997), les spécificités de l'acteur « réseau » ont permis l'allongement des pratiques, l'extension des sociétés, l'accroissement du nombre d'actants ainsi que de nouveaux aménagements d'anciennes croyances (1997 : 70). La cognition socio-technique a permis la relation entre l'individu et l'environnement technique vue comme un couplage, une codétermination idéologique : « le parcours des idées, des savoirs ou des faits eut été compris sans difficulté si nous les avions traités comme des réseaux techniques (1991 : 161) ». L'approche symétrique qui prend en compte des productions hétérogènes, composites (langagières mais pas seulement) est un mélange de matériel et d'émotionnel, de corporel et de technique. Le dispositif technique est constitutif de l'activité cognitive pour la perception, la mémoire, les interactions, l'imagination. Par le réseau, la médiation (du sens) défait la perspective horizontale/verticale du point de vue de la communication, nous l'avons souligné ci-dessus. La communication numérisée a permis l'activation d'interactions scripteur-lecteur par le jeu de coproduction et coréalisation de l'information (commentaires, tweets...). Elle a créé un terrain commun amplifié en permettant de mémoriser et de faire circuler à grande échelle et en fréquence l'ensemble des paroles politiques et publiques. Aujourd'hui, l'analyse du discours des médias ne semble pas pouvoir faire l'économie mémorielle du dispositif socio-technique numérique. L'information et la communication numériques par les modes d'accélération<sup>6</sup> et de réactivation proposent de nouveaux modes et codes d'échange et d'intercompréhension.

Ainsi, pour la campagne 2012, nous avons constaté les récurrences de thématisations par amplification. Si les thèmes de l'insécurité sociale, culturelle, civilisationnelle ont été mobilisés pour les campagnes 2002 et 2007 sans que les supports médiatiques numériques aient encore leurs « mots à dire »<sup>7</sup>, le thème de l'immigration a été diffusé de manière conséquente lors de la campagne 2012 par les réseaux numériques et sociaux : « L'immigration profite en termes de visibilité à Nicolas Sarkozy sur Twitter et à Marine Le Pen dans la presse nationale en ligne » (*Atlantico*, titre du 12 mars 2012). La récurrence en 2012 du thème de l'immigration porté à définir les acteurs de la désintégration sociétale a été développée dans la presse traditionnelle de manière paradoxale, par exemple dans un article du *Monde* du 9 mars 2012 :

<sup>6</sup> « Tous les moyens permettant de gagner de la vitesse ont toujours été exploités par les médias » (Deleu 1998 : 209).

<sup>7</sup> Nous l'avons dit, 2012 fut la première campagne d'*Atlantico*, fondé en 2011, et de *Rue 89*, fondé en mai 2007. Les médias papier avaient joué pour la campagne 2002 un rôle d'amplificateur idéologique (voir Hailon 2011 pour un aperçu des ambiguïtés/contagions des thèses extrémistes du Front national dans la presse de l'époque).

- (1) L'action politique peut agir contre la fragmentation de la société française [titre]

Aujourd'hui, il devient habituel de désigner des sous-groupes de la société pour qualifier leurs particularités et noter le prix de cette différence. [...] Ce qui est nouveau, dans ce discours, c'est qu'il relaie, à pas à peine feutrés, les exclusions de types racistes et xénophobes dont l'extrême droite française avait il y a peu encore la triste exclusivité. Tout sous-groupe peut devenir ainsi l'objet d'une vindicte : jeunes, vieux, malades, chômeurs, habitants de quartiers dit sensibles, jeunes issus de l'immigration, Roms, etc. [nous soulignons<sup>8</sup>] (*Le Monde*, vendredi 9 mars 2012)

Le discours insécuritaire identitaire, dans la définition des pourtours des identités, se fait ici sous couvert de désignations « racistes et xénophobes » avec une référence explicite à l'extrême droite. La catégorisation se réalise dans le marquage d'identités différenciées et ethnicisées telles que les *jeunes issus de l'immigration* qui ne sont pas des *jeunes*. Les *jeunes issus de l'immigration* ne sont pas définis par leur seule jeunesse opposable aux *vieux*. Il s'agit bien de jeunes ethniquement remarquables et ainsi définissables. On notera aussi la désignation de *Roms* pour ce qui semble être adéquat au discours extrémiste de stigmatisation. Le discours médiatique, dans sa réalisation énonciative, fait exister ce à quoi il semble vouloir s'opposer, cherchant à définir le juste (son dire critique) par son contraire, « l'injuste » (dire extrémiste stigmatisant). C'est en s'appuyant sur ce qu'il se donne comme observables objectivables, avec une référence explicite aux propos d'extrême droite, que le discours du *Monde* fait exister en creux les représentations ethnicisées des rapports sociaux. Il les fait circuler. L'objectivité et les enjeux de la complexité tels que définis par la pratique journalistique semblent ne pas se réaliser ici, sinon de manière ambiguë.

L'ambiguïté idéologique de circonstance – pour ce qui concerne l'immigration – se réalise aussi dans la presse numérique, par exemple dans *Rue 89*, dans un article du 20 avril 2012 à propos du bilan politique des années Sarkozy (en surtitre) :

- (2) Bilan des années Sarkozy [surtitre]

A Montfermeil, depuis la bavure de 2008, la police est partout [titre]  
 Dans la cité des Bosquets (93), une bavure a abouti à la condamnation de deux agents. Aujourd'hui, c'est mieux pour les « daronnes », moins bien pour les jeunes. [chapô]  
 Au deuxième étage, une dame voilée s'apprête à rentrer dans son appartement, dont la porte est toute cabossée – à cause de son fils, qui est « perturbé ». Elle refuse que je dise son nom. La cinquantaine, elle parle très bas, chuchote presque. « C'est plus calme, il y a moins d'ambiance, plus de police qu'avant. » Elle

<sup>8</sup> Pour l'ensemble des exemples du corpus c'est nous qui soulignons.



évoque encore une fois son fils, puis:

« Ici, les jeunes ils sont dangereux. Je ne veux pas de problèmes avec les Noirs et les Arabes.

- Mais vous n'êtes pas Arabe vous-même ?

- Oui, je suis Arabe. Mais tous les Arabes ne sont pas pareils. C'est comme tout le monde.»

En bas de l'immeuble, sur les marches, des jeunes hommes arabes ou noirs, et un d'apparence indienne. La police passe derrière l'inamovible rangée de poubelles qui longe le trottoir, en bas de l'escalier. (*Rue 89*, 20 avril 2012)

L'omniprésence policière dans la cité de Montfermeil (*la police... partout* en titre), parce que délinquante ou potentiellement dangereuse, trouve aussi pour désignation cible les *jeunes* définis ethniquement en *Noirs, Arabes, jeunes hommes arabes ou noirs*. L'amalgame désordre social/jeunesse ethnique des cités se réalise par le discours rapporté d'une habitante, repris comme mots propres par le journaliste. Contrairement au *Monde* où *jeunes issus de l'immigration* restait euphémisant, la référenciation ethnicisante est dans le support numérique explicite. Le point de vue mis en scène est bien le point de vue avancé par le journaliste qui trouve le moyen par le dire autre de faire valoir un préconçu idéologique : la menace ethnique des quartiers. L'appropriation du discours autre se fait sous couvert d'autojustification de sens commun à partir d'un préconstruit amalgamant : *pour ce que nous savons* des menaces sociales des jeunes des quartiers, des immigrés potentiellement délinquants qui demandent que l'on fasse police.

La cognition politique se réalise par l'ensemble des savoirs partagés communément, idéologiquement, entre presse et numérique, la communauté de savoir médiatique cherchant à définir les limites de l'hors communautaire civilisationnel : les étrangers à l'ordre social sont les jeunes ethniques. Nous constatons, avant d'y revenir ci-dessous, que l'aspect mémoriel du support numérique est idéologiquement remarquable dans sa participation/production de sens (médiatique) commun. Le dispositif mémoriel semble s'en trouver « éclairé » et l'implicite défait.

### **3. L'exemple de « tolérance zéro » : un cas de circulation techno-sémantique**

Nous cherchons ici à exemplifier nos présupposés de réalisation de sens commun en considérant que la circulation est l'enjeu des pratiques de discours entre support papier et support numérique. Nous prendrons pour cela le cas de l'occurrence *tolérance zéro* et de ses répercussions sémantiques et technopolitiques.



### 3.1. L'historique du concept de *tolérance zéro*

Le criminologue J. Q. Wilson est l'auteur de la théorie de « la vitre brisée » et du concept de « tolérance zéro ». La théorie de la *vitre brisée* considère qu'on encourage des infractions beaucoup plus graves en laissant les petits délits impunis :

Dans une rue, si la vitre d'une usine ou d'un bureau est cassée et n'est pas réparée, le passant conclut que personne ne s'en inquiète. Bientôt toutes les vitres seront cassées et le passant pensera, alors, non seulement que personne n'est en charge de l'immeuble, mais que personne n'a la responsabilité de la rue où il se trouve. Finalement, il y aura de moins en moins de passants dans les rues. Les occasions de délinquance vont augmenter en même temps que le sentiment d'insécurité. (Wilson & Kelling 1982, *Les cahiers de la sécurité intérieure* 1994 : 164-165)

Les incivilités, en tant que faits de petites délinquances, expliqueraient l'insécurité ressentie (*le sentiment d'insécurité*). En parallèle, le concept de *tolérance zéro* vise à réprimer tout manquement à l'ordre social. Selon J. Q. Wilson, la police ne maîtrisait plus la situation dans les rues d'un grand nombre de villes. Il fallait qu'elle regagne le terrain perdu. Le maire républicain de New-York R. Giuliani et l'ancien chef de la police W. Bratton reprirent l'idée à leur compte. La mise en pratique de la *tolérance zéro* à New-York a été principalement confiée à la fin des années 80 à la *Street Crime Unit*. Cette politique a été depuis vivement critiquée Outre-Atlantique. Elle a eu pour effet de discriminer la population afro-américaine la plus défavorisée, principalement sa jeunesse. Celle-ci était fouillée sans arrêt. Elle avait deux aspects diamétralement opposés selon que l'on soit la cible (afro-américaine) ou le bénéficiaire, déterminant ses actions en fonction de critères ethniques et sociaux. La mort, le 4 février 1999, d'un jeune immigrant guinéen, Amadou Diallo, abattu de 41 balles de revolver par quatre policiers membres de la *Street Crime Unit*, marqua le déclin de cette idéologie propre à provoquer le zèle des forces de rétablissement de l'ordre. Ce pourquoi celle-ci était, à l'origine, mise en place. (Source : « Les incivilités », *La documentation française*, n° 836, mars 2000).

En France, l'intérêt pour les politiques américaines de sécurité fait qu'à partir de 1996 la presse et notamment *Le Monde* ont rendu compte des travaux en la matière et mis en avant les concepts susdits. Le concept de *tolérance zéro* fit alors partie de la rhétorique publique nationale sur la sécurité. Textes de lois, circulaires, discours des ministres sur la prévention et la sécurité, guides pratiques de la police de proximité l'intégrèrent (Roché 2002). Le président J. Chirac déclara, le 14 juillet 2001, lors de sa traditionnelle intervention télévisée, que « toute agression, tout délit doit être sanctionné »,

s'emparant ainsi publiquement du concept sécuritaire américain. Le 19 février 2002, pour sa première sortie de campagne, le candidat-président réactualisera l'idée d'une répression maximale en prônant « l'impunité zéro », se détachant du même coup d'une partie de son attache lexicale américaine. Cette première déclaration, qui inscrira la campagne présidentielle dans l'insécurité, se tient à Garges-lès-Gonesse, dans la banlieue nord de Paris. A New-York, la « tolérance zéro », en France, l'« impunité zéro ». Une nouveauté lexicale que certains conseillers jugèrent « plus présentable ». Il s'est agi pour ainsi de façonner une tolérance zéro à la française. De son côté, J. M. Le Pen a saisi politiquement le concept en provenance des Etats-Unis à la fin des années 90. Il continuera de parler de tolérance zéro notamment pendant la campagne présidentielle de 2002 :

Il faut une politique carcérale de construction urgente de prisons, pour accroître la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires, et donc se donner les moyens de la tolérance zéro. (Discours de J.-M. Le Pen du dimanche 23 septembre 2001, *21e Fête du Bleu-Blanc-Rouge*, page 12, ligne 23) ;

Je m'engage, par une politique de fermeté et de volonté, fondée sur la tolérance zéro, à restaurer l'ordre et la loi et à organiser un référendum sur le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves. (Discours de J.-M. Le Pen du dimanche 23 septembre 2001, *21e Fête du Bleu-Blanc-Rouge*, page 13, ligne 33).

Pendant la campagne 2002, de nombreux faits divers tendaient à confirmer un délitement sociétal à grande échelle. Le 27 mars 2002, la fusillade dramatique de Nanterre coûta la vie à plusieurs conseillers municipaux. J. Chirac déclarait alors : « L'insécurité, ça va de l'incivilité ordinaire au drame que nous avons vécu ce soir » (*Le Monde* du 29 mars 2002), amalgamant folie meurtrière et délinquance ordinaire. Le directeur adjoint de la campagne de J. Chirac, P. Stefanini, avait alors déclaré : « Il suffit d'allumer sa radio le matin pour mesurer à quel point le thème de l'insécurité est omniprésent. Nous n'avons pas besoin d'en rajouter davantage sur l'insécurité » (*Libération* du 12 avril 2002).

### **3.2. La circulation du sens à l'échelle du discours des personnels politiques**

Les débats politiques des campagnes de 2007 et de 2012 gardent les traces de cette politisation du discours social français aux sources des débats sécuritaires américains, et ceci après que le concept d'impunité zéro fut écarté :

Le civisme c'est le respect dû aux représentants de l'État. Je n'accepte pas que les représentants de l'État soient insultés, menacés, agressés. Je

veux que cette violence dont ils sont trop souvent les victimes fasse l'objet d'une tolérance zéro parce qu'il s'agit de leur dignité et parce qu'il s'agit de la dignité de l'État, parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'État que l'on porte atteinte, c'est la République que l'on offense. (Discours de N. Sarkozy, Tours, le 10 avril 2007, page 14, ligne 13 et suivantes) ;

Qui aujourd'hui a, en toutes circonstances, l'esprit tranquille ? Face aux agressions, aux meurtres, au trafic de drogue, aux cambriolages, aux vols ? Plus personne ! Alors, oui, mes chers compatriotes, partout en France ce sera tolérance zéro ! Nous neutraliserons les 5000 voyous qui tiennent les quartiers, qui sont les chefs des bandes et pourrissent la vie des Français. Ils sont 5000 environ, les criminologues le savent : c'est maintenant à l'État de se donner les moyens d'aller les chercher un par un et de les juger avec la plus grande des fermetés. (Discours de M. Le Pen, Marseille, le 4 mars 2012, page 4, ligne 11 et suivantes).

Les discours de N. Sarkozy en 2007 et de M. Le Pen en 2012 semblent partager les présupposés d'un retour à l'ordre social du fait d'un déficit d'autorité et de police : il s'agit d'incivisme à l'encontre des agents de l'État (policiers, pompiers...) sans désignation précise pour N. Sarkozy et de désordre et de criminalité dans les quartiers du fait de *voyous* et par extension en France pour M. Le Pen. Les positions victimaires donnent à penser un ordre inversé des choses : la police victimisée, la France insécurisée. Le discours de N. Sarkozy semble se composer en écho à celui de J.-M. Le Pen 2002 (ci-dessus : *Je m'engage, par une politique de fermeté et de volonté, fondée sur la tolérance zéro, à restaurer l'ordre et la loi*), entretenant ainsi une ambiguïté politique et idéologique. A ce sujet, on notera :

- (3) Madelin et Sarkozy prennent le pouls des quartiers difficiles [titre] Sans chercher à crâner, il [le maire de Neuilly, N. Sarkozy] explique que « ce n'était pas le moment de faire le malin ». Qu'aurait-il voulu leur dire ? « Qu'il y a une règle qui s'applique, la même pour tous. » Bref, la tolérance zéro. Plus tard, il expliquera que « l'insécurité, il faut en parler. Pas pour faire peur mais parce que les gens ont peur. » Et pour ne pas laisser le sujet au Front national comme « autrefois nous leur avons laissé l'immigration ». (*Le Figaro*, jeudi 25 octobre 2001) ;

où l'on perçoit l'argumentation entre « insécurité » comme en parle N. Sarkozy et « immigration » comme le disait le FN dont *moi, nous, républicains (UMP) contre eux (FN), antidémocrates, allons nous saisir*. La mise en ordre idéologique semble passer pour N. Sarkozy par la récupération dans le champ républicain des thématiques extrémistes. Le journaliste du *Figaro* commente le discours de N. Sarkozy par « bref, la tolérance zéro » et se détache du même coup du slogan chiraquien « impunité zéro » entretenant la confusion entre le discours sécuritaire américain et/ou le discours sécuritaire lepéniste (2002).

Le discours de M. Le Pen (2012) apparaît dans la filiation du discours paternel, il s'appuie sur la fermeté par stigmatisation. Le bouc émissaire est l'immigré, l'étranger, le voyou (ethnique) des quartiers qui permet l'instauration d'un discours radical, racialisant. Le discours du FN en tant que discours à la marge délimite et préserve son espace politique de contestation.

### **3.3. Le journalisme numérique comme exemplification-amplification de sens commun**

Dans le cadre des discours médiatiques des campagnes 2012, nous notons à l'échelle de notre corpus papier comme cas de *circulation idéologique* :

- (4) La vitrine salie d'une police fragile [titre]  
L'affaire vient ternir l'image d'une institution mise à mal par Sarkozy. Après avoir décrété la « tolérance zéro » contre les voyous, enterré la police de proximité de la gauche, promis de nettoyer les cités au Kärcher, instauré la « *culture du résultat* » dans les commissariats et empilé les lois sur la récidive et les peines planchers, l'heure du bilan en matière de sécurité se rapproche pour le chef de l'Etat avant la présidentielle. (*Libération*, mercredi 5 octobre 2011) ;
- (5) À Saint-Nazaire, la police pratique la « tolérance zéro » [titre]  
Dans ce bâtiment de style 1950, près de 170 policiers animent une sorte de laboratoire où l'on cultive la « tolérance zéro » impulsée par Nicolas Sarkozy. Et ce, sans jamais faire de vagues. « À Saint-Nazaire, on ne laisse rien passer », résume Jacky Morvan, le calibre à la ceinture. Commandant chevronné ayant dirigé la brigade anticriminalité (BAC) de Nantes ainsi que la compagnie d'intervention du Val-d'Oise au plus fort des émeutes de Villiers-le-Bel, ce Breton résume la doctrine maison : « *Le moindre fumeur de shit est ramassé et il ne se passe pas une semaine sans qu'un collégien soit convoqué pour s'expliquer. Une fois sur dix, il nous fournit un tuyau et on tire sur la pelote de laine. On prélève l'ADN et les empreintes : plus la mémoire policière s'enrichit, plus les voyous tombent.* » (*Le Figaro*, mercredi 15 février 2012) ;
- (6) A Marseille, Marine Le Pen demande « où est le Kärcher » et promet la « tolérance zéro » [titre]  
MARSEILLE – La candidate du FN à la présidentielle, Marine Le Pen, a demandé dimanche, lors de son meeting de Marseille, « où est le Kärcher » promis par Nicolas Sarkozy pour lutter contre l'insécurité et a promis la « tolérance zéro », devant une salle de 3.000 personnes pleine à craquer. (*AFP*, 4 mars 2012).

En 4, l'expression « tolérance zéro » entre guillemets est attribuée cotextuellement et allusivement, en tant que mot autre, à N. Sarkozy.

Elle s'oppose à *voyous* et vise les cités (*nettoyer les cités au Kärcher*). Le voyou définit l'insécuritaire des banlieues. En 5, « tolérance zéro » entre guillemets est attribué explicitement à l'ancien président (*impulsée par N. Sarkozy*), l'insécuritaire délinquant, ici le collégien « fumeur de shit », est aussi désigné comme *voyou*, mais dans les paroles rapportées d'un commandant de la Brigade anticriminalité (BAC) et non plus comme mot à soi du journaliste. Le journaliste met en scène du dire autre cherchant à instaurer une distance dans les représentations doxiques véhiculées à commenter. En 6, « tolérance zéro » entre guillemets est cotextuellement attribué à M. Le Pen qui, à l'image du dire de N. Sarkozy, emploie ironiquement « Kärcher ». « Kärcher » dans l'interdiscours permet de critiquer et de discréditer l'action du président en matière d'insécurité (*promis...*). Le FN et M. Le Pen valent pour seuls garants de la (vraie) lutte contre l'insécurité, pour seuls porteurs de la « tolérance zéro » pour autant qu'il faille y associer l'immigration (voir ci-dessous en 8).

De manière conjointe en appui de la circulation idéologique, nous avons à l'échelle du corpus numérique :

- (7) La banlieue n'est pas la « priorité numéro un » pour 2012 [titre]  
Les quartiers, que certains aiment à visiter caméra dans le dos, inspirent peu les partis. Examen des programmes présidentiels. [chapô]  
 Le programme du FN sera rendu public le 19 novembre. Mais sur les quartiers, Marine Le Pen a prôné la tolérance zéro et la fin de l'assistanat. Le 16 juin, elle a présenté son projet pour les banlieues : « Mon projet [présidentiel, ndlr] n'est pas uniquement orienté vers la sécurité, il faut repenser de manière globale la vie dans les banlieues », « Action, réaction, sanction immédiate! », « Il est passé de Kärcher premier à Kärcher zéro ! Mais entre le premier et le zéro, il y a des morts, des spoliés, des enfants qui souffrent et des mères qui pleurent. » (*Rue 89*, 10 novembre 2011 à 18h00) ;
- (8) Marine Le Pen : « Où est le Kärcher ? » [titre]  
 En meeting à Marseille ce dimanche, la candidate du Front national a moqué la politique de Nicolas Sarkozy et prononcé un discours axé sur la lutte contre l'insécurité [chapô]  
 Marine Le Pen revient aux fondamentaux. La candidate du FN à la présidentielle était en meeting ce dimanche à Marseille. Elle a développé le thème de l'insécurité, dénoncé l'échec de Nicolas Sarkozy en la matière et promis la tolérance zéro pour les criminels. Marine Le Pen a poursuivi son discours en estimant « impossible d'assimiler une immigration aussi massive que celle que nous vivons depuis maintenant des décennies ». (*Atlantico*, 4 mars 2012).

En 7, *tolérance zéro* est non modalisé dans l'énonciation. Il n'y a pas de distanciation énonciative que pourraient produire les

guillemets, mais une attribution-appropriation de *tolérance zéro* en tant qu'il correspond au dire de M. Le Pen. De même, le concept vise la *banlieue*, les *quartiers*, mais sans désignation identitaire. Nous notons aussi, avant d'y revenir, l'expression ironique, néologisante *Karcher zéro*. En 8, *tolérance zéro* est aussi transparent dans le discours du journaliste, qui montre comme allant de soi l'expression qu'il attribue également à M. Le Pen et qui concerne la *lutte contre l'insécurité*. Dans la suite du texte, *tolérance zéro* est amalgamé à l'immigration (*immigration... massive*). La figure doxique d'une insécurité liée à l'immigration, de l'immigré délinquant se réalise explicitement ici.

Ainsi, on constate dans l'ensemble des exemples ci-dessus le montage entre discours à soi des journalistes et discours autres (des personnels politiques). Le guillemetage permet de dessiner les frontières énonciatives du discours idéo-politique en train de se faire. Le concept de *tolérance zéro* circule entre supports, les journalistes lui attribuant des origines différentes. En 4 et 5 la source est concédée à N. Sarkozy, alors qu'en 6, 7 et 8 elle est attribuée à M. Le Pen. Les supports numériques (*Rue 89* et *Atlantico*) attribuent l'expression à la seule candidate d'extrême droite contrairement aux supports papier (*Libération* et *Le Figaro*), mais dans l'ensemble l'interdiscours américain est effacé. Le discours procède de l'appropriation socio-centrée de *tolérance zéro* comme seule référence hexagonale. Le sens de *tolérance zéro* s'évidentialise dans l'espace national de manière duelle. Les supports papier et numériques, quelle que soit la tendance politique, entretiennent l'ambivalence tout en distinguant les emprunts. L'ambiguïté existe aussi dans la réalisation et attribution idéologiques de *tolérance zéro* entre supports papier et entre supports numérique et papier.

Ainsi, les normes de production sociopolitique médiatique permettent d'établir des scénarios discursif et cognitif de reproduction et de confusion idéologiques. La confusion dans les manières de dire produit des modes d'interprétations différents selon les savoirs disponibles et propres à chaque discours de candidat. La *tolérance zéro* dans le discours de N. Sarkozy est à associer lors des campagnes 2007 et 2012 à l'immigration choisie, quand il s'agit d'*immigration zéro* ou d'*immigration massive* (en 8) pour M. Le Pen. A ce titre, on appréciera l'ironie et la polémique de l'expression *Karcher Zéro* en 7 construit allusivement et dans l'interdiscours hexagonal sur les dires de N. Sarkozy de juin 2005<sup>9</sup>. L'allusion est aussi reconduite en 4, de manière non marquée, implicite, comme dire de N. Sarkozy, et en 8 de manière

<sup>9</sup> « Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé ». Cette phrase a été prononcée par Nicolas Sarkozy le 19 juin 2005, dans la cité des 4.000 à la Courneuve, après la mort de Sid-Ahmed Hammache, un enfant de 11 ans tué d'une balle au bas de son immeuble lors d'une fusillade.

marquée comme dire de M. Le Pen. *Karcher* vaut pour polémique et permet l'argumentation controversée de M. Le Pen, faisant valoir là aussi le FN comme seul garant de la lutte contre l'insécurité et des moyens employés pour y parvenir, soit l'immigration zéro<sup>10</sup>. Nous pouvons aussi noter que, dans l'ensemble de ces articles, la cible commune est la banlieue (*cités* en 4 et *banlieue(s), quartiers* en 7) quand *la lutte contre l'insécurité* (en 6 et 8), contre *les voyous* (en 3), est un construit du discours doxique des médias. Le sens commun médiatisé s'établit sur un accord sociotypé d'une délinquance à circonscrire spatialement.

Ainsi, les savoirs mondains disponibles semblent normés sur le plan des représentations. Il s'agit d'un discours politiquement et médiatiquement nécessaire (en tant que discours socio-prédictif) qui perpétue les rapports conflictuels entre *voyous* ou *jeune(s)*<sup>11</sup> (insécurisant, immigré, « incivilisé ») et police (sécurité nationale, étatique) validés comme manière de dire et de penser la réalité sociale. Les discours socio-normés se font par réactualisations et réactivations. Il semble que les activités réseaux par l'identification aux porteurs politiques ont rendu possible la profusion et la confusion idéologiques (tolérance zéro : N. Sarkozy/M. Le Pen ; cités/voyous ; insécurité/immigration) ainsi que l'amalgame (problème d'insécurité/problème de quartiers/problème d'immigration). De leur côté, les médias numériques ont une sociologie politique pratique marquée en se faisant le relais d'un thème porteur d'idéologie extrémiste, l'immigration associée à l'insécurité. L'information numérisée en action en tant que pratiques et techniques semble permettre la mise en discours de nouveaux relais de l'opinion courante dans la propagation idéologique de représentations en partage : le thème de l'immigration est devenu un sujet de politique général à partir des campagnes 2007 et 2012. Les pratiques médiatiques numériques « in-forment » la conduite des savoirs disponibles, c'est-à-dire qu'elles perpétuent l'interprétation de l'expérience sociale à partir des savoirs et pratiques disponibles dans l'espace public par les supports papier. Il y a bien des savoirs non-limitatifs du point de vue de la construction du sens qui sont à mettre en perspective avec les savoirs stabilisés du point de vue politique.

<sup>10</sup> L'immigration zéro est la visée idéologique du FN. On trouve l'expression dans le discours de J.-M. Le Pen lors de la campagne 2007 : « Officiellement "suspendue" depuis 1974, l'immigration se poursuit en droit et en fait. La première des politiques d'immigration, c'est, simplement, le rétablissement de nos frontières et l'objectif d'immigration zéro... Il faut donc rétablir notre souveraineté territoriale [...] : nous pourrions ainsi lutter contre l'immigration clandestine, faire la chasse aux faux touristes, contrôler l'arrivée des demandeurs d'asile... » [nous soulignons] (Discours de J. M. Le Pen, Marseille, le 3 mars 2007, page 10, lignes 35 et suivantes). A cet effet, on notera aussi dans le discours de 2012 de M. Le Pen les expressions « immigration de masse », « immigration massive », « immigration clandestine », ainsi que l'amalgame constitutif des savoirs sociopolitiques frontistes : « l'immigration qui accentue l'insécurité » (M. Le Pen, Châteauroux, le 26 février 2012, page 5, ligne 3).

<sup>11</sup> Voir les exemples 1 et 2 ci-dessus.



Les savoirs acquis (mémoriel, culturel) permettent une acquisition sociopolitique des savoirs (la construction de sens commun). Le discours emmagasine des cadres de compréhension dans lesquels il tiendra à inscrire ses nouvelles expériences techno-pratiques. A la lumière de la première expérience de campagne des supports numériques, il semble que ces cadres soient déjà normés sociopolitiquement : tolérance zéro = FN. Il y a, par ailleurs, une convergence des pratiques numériques et papier au sens où l'information circule et les cadres idéologiques se perpétuent. L'idéologie professionnelle médiatique permet la reproduction de l'idéologie politique en cours. Il y a ainsi une perpétuation de la mise en scène culturelle (qui leur donne corps social et professionnel). L'incorporation/restitution des places sociopolitiques permet une auto-validation des représentations. Le journaliste est un focalisateur et un interprète social en fonction des savoirs et cadres sociaux disponibles, celui-ci ne semblant que pouvoir remobiliser ces cadres.

L'accélération et la reconduite des discours semblent s'être réalisées dans des conditions d'adéquation aux idéologies en cours, participant de faire société dans une relation aux idées communes. Le sens numérique des pratiques médiatiques enregistre l'activité plurielle de médiation. Il agit comme extension de sens commun par la circulation idéologique. Celui-ci se réalise par des phénomènes d'identification réseau, des interactions accélérées (multiplication des relais) et amplifiées (effet de masse). Aussi le sens numérique réseau permet les « virtualisations » d'un présent médiatisé comme refermé sur lui-même (Hartog 2012), accéléré et redupliqué, s'accéléralant. Les médias (et politiques) par l'autopromotion numériquement « outillée » semblent mettre en partage une temporalité de l'instantanée, une sorte d'auto-validation de l'information permanente par effet d'auto-justification socioculturelle, d'auto-accomplissement sociopolitique que permettent les nouveaux médias.

### Références bibliographiques

- Amboise, B. et Chauviré, C. (2013), « Présentation », *Le mental et le social*, Editions de l'EHESS, Paris, p. 9-29.
- Bardini, T. (2007), « Retour sur une (d)ébauche : une problématique communicationnelle du changement technique », *tic&société*, 1/1, (en ligne : <http://ticetsociete.revues.org/245>).
- Bardoel, J. et Deuze, M. (2001), « Network journalism: converging competences of media professionals and professionalism », *Australian journalism review*, 23/ 2, p. 91-103.
- Deleu, C. (1998), « Médias et nouvelles technologies: le journaliste pressé », *Les Cahiers du journalisme*, 5, p. 206-216.
- Deuze, M. (2005), « What is journalism? Professional identity and ideology of journalists reconsidered », *Journalism*, 6/4, p. 442-464.

- Flahaut, F. (2005), *Le paradoxe de Robinson*, Mille et une nuits, Paris.
- Guibert, T. (2007), *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, L'Harmattan, Paris.
- Krieg-Planque, A. (2009), *La notion de « formule » en analyse de discours*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon.
- Hailon, F. (2011), *Idéologie par voix/e de presse*, L'Harmattan, Paris.
- Hailon, F. (2014), *L'ordre idéologique. Éléments de cognition politique*, L'Harmattan, Paris.
- Hartog, F. (2012 [2003]), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, Paris.
- Joulain, C. et Labasse, B. (1998), « Information et réseaux : à nouvelles technologies, vieilles techniques », *Les Cahiers du journalisme*, 5, p. 8-21.
- Latour, B. (1997 [1991]), *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte, Paris.
- Mc Luhan, M. (1968), *Pour comprendre les médias*, Seuil, Paris.
- Paveau, M.-A. (2009), *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris.
- Pavlik, J. (2000), « The Impact of Technology on Journalism », *Journalism Studies*, 1/2, p. 229-237.
- Roché, S. (2002), *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*, Odile Jacob, Paris.
- Sarfati, G.-E. (2008), « Pragmatique linguistique et normativité : remarques sur les modalités discursives du sens commun », *Langages*, 170, p. 92-108.
- Sarfati, G.-E. (2011), « Analyse du discours et sens commun : institution de sens, communauté de sens, doxa, idéologie », in Schepens, P. et Guilhaumou, J. (éds.), *Matériaux philosophiques pour l'AD*, Presses universitaire de Franche-Comté, Besançon, p. 139-174.
- Tournier, M. (1982), « Les vocabulaires politiques à l'étude, aujourd'hui (1962-1982) », *Raison présente*, 62, p. 79-101.